

« Traverser ces années terribles » : l'activité scolaire des détenu·e·s politiques pendant la révolution éthiopienne (1979-1986)

Entretien avec Hiwot TEFFERA

Propos recueillis par Pierre GUIDI*

Militante de l'*Ethiopian People Revolutionary Party* (EPRP) pendant la révolution éthiopienne, Hiwot Teferra est aujourd'hui romancière. Elle a participé à ses premières manifestations contre le régime de Hailé Selassié en 1972, alors qu'elle était élève du secondaire dans sa ville natale de Harar. Dès son arrivée à l'université d'Addis-Abeba en 1973, alors âgée de 17 ans, elle est entrée dans un groupe clandestin d'études marxistes – principale voie de recrutement des militant·e·s révolutionnaires –, avant de devenir membre d'*Abyot* (« Révolution »), un des groupes à l'origine de l'EPRP. Hiwot Teferra a progressivement occupé des fonctions importantes dans ce parti, notamment comme membre du comité dirigeant de la *Youth League* qui a compté plusieurs milliers de militant·e·s. Entrée en clandestinité au moment de la répression de l'opposition civile par le régime militaire qui a émergé de la révolution, elle fait partie des dernier·e·s cadres de l'EPRP capturé·e·s dans la région du Sidamo au début de l'année 1978. Après avoir été déplacée dans différentes prisons, elle est finalement incarcérée à la prison *Kerchele* de 1979 à 1986. Là, elle a été témoin et actrice de l'expérience scolaire mise en œuvre par les prisonnier·e·s politiques. En 2014, elle publie *Tower in the Sky*, un roman autobiographique sur son expérience pendant la révolution. Le grand succès de ce livre a marqué le début de sa carrière littéraire.

* Historien, CEPED-IRD

Afin de mesurer la portée des informations que Hiwot Teffera dévoile dans cet entretien, il convient de les inscrire dans un double contexte : celui de la révolution éthiopienne, du mouvement étudiant et de la répression qu'il a subi ; celui de la prison *Kerchele*, où les survivant-e-s de la répression ont mis en œuvre les activités éducatives dont il est ici question.

Le mouvement étudiant et la révolution éthiopienne

En 1974, une révolution d'abord pacifique renversait l'empereur éthiopien Haïlé Selassié et avec lui une dynastie qui revendiquait 2000 ans d'existence. Haïlé Selassié était un autocrate à la tête d'un système qualifié de féodal (Crummey, 1980), sommet d'une classe aristocratique improductive qui dominait une population paysanne exploitée et misérable (Gebru, 1991). Au moment de la révolution, 90 % de la population était paysanne. La centralisation de l'impôt au cours du ^{xx}e siècle avait appauvri un monde paysan vivant d'une agriculture de subsistance. Les nouvelles levées créées par la centralisation fiscale sont venues s'ajouter aux ponctions de l'aristocratie et du clergé, tandis que le mode de production agricole, caractérisé par une très faible productivité, demeurait inchangé. Si, dans les villes, la croissance de l'État a favorisé l'émergence d'une nouvelle classe bureaucratique venue concurrencer les anciennes élites féodales, dans les campagnes, la centralisation a consolidé les stratifications sociales (Gebru, 1991 : 10). Depuis la fin des années 1950, des membres de l'élite politique et, surtout, un mouvement étudiant de plus en plus radical, réclamaient des réformes agraire et constitutionnelle. Tous se sont heurtés à un Haïlé Selassié impassible ou répressif, répondant que son pouvoir et l'ordre social sur lequel il régnait venaient de Dieu.

Une série de crises conjoncturelles ont alors déclenché la révolution. En 1973, les conséquences de la hausse du prix du pétrole sur le coût de la vie avaient mis les villes sous tensions et les grèves se multiplièrent. De larges segments de la population urbaine ont pris les rues lors d'immenses manifestations. Fonctionnaires, chauffeurs de taxis, petit-e-s commerçant-e-s, bas clergé, chrétien-e-s, musulman-e-s, petite bourgeoisie et masses appauvries, femmes et hommes etc. ; chacun et chacune, toutes générations confondues, avançait ses propres revendications tout en demandant en commun la fin des privilèges et l'ouverture du système (Lefort, 1981). Les événements ont pris une tournure plus radicale suite aux atermoiements du pouvoir et à la découverte d'une famine cachée responsable de centaines de milliers de morts pendant l'année 1972-73, au moment où Haïlé

Selassié célébrait en grande pompe ses 80 ans. L'empereur a alors été renversé, assassiné dans des circonstances troubles, et le *Derg*, un comité militaire composé pour l'essentiel de sous-officiers, s'est progressivement emparé de tous les rouages du pouvoir (Bahru, 2001). Dominé par la triste figure de Mengestu Hailé-Mariam, le régime du *Derg* a dirigé d'une main de fer l'Éthiopie jusqu'en 1991.

La révolution a été menée à l'aune du marxisme-léninisme introduit en Éthiopie dans les années 1960 par le mouvement étudiant. Si de nombreux secteurs de la population se sont mobilisés en 1974, le mouvement étudiant a été un acteur clé. Structuré, fort d'une décennie de lutte et de maturation politique, il a fourni les armes idéologiques et organisationnelles de la révolution (Bahru, 2014). Cependant, alors que le *Derg* s'appropriait le pouvoir, le mouvement étudiant se divisait au sujet de la position à adopter. Cette division s'est concrétisée à travers deux principaux partis : l'EPRP, qui refusait toute idée de gouvernement militaire, et le *Me'ison*¹, qui a choisi la "collaboration critique". Les années 1976 et 1977 ont alors été le théâtre d'une extrême violence, connue en Éthiopie sous le nom de "Terreur Rouge". Le *Derg* a purement et simplement éliminé toute opposition par les meurtres de masse, les tortures et les emprisonnements. D'abord allié au *Me'ison*, il a détruit l'EPRP avant d'éliminer le *Me'ison* à son tour. En août 1977, la gauche marxiste civile était totalement anéantie. Entre-temps, sous l'influence du *Me'ison*, le *Derg* avait adopté le marxisme-léninisme. Il a alors mis en œuvre une dictature militaire se revendiquant du socialisme scientifique.

À la fin de la Terreur Rouge, celles et ceux qui avaient survécu aux massacres et aux tortures – on compte des dizaines de milliers de personnes assassinées –, qui n'étaient pas parvenu-e-s à quitter le pays et qui n'avaient pas prêté allégeance au *Derg*, ont été massivement incarcéré-e-s à la prison de *Kerchele*. En 1979, sur 5 128 personnes détenues, 4 063 étaient des prisonnier-e-s politiques (Simeneh, 2004).

La prison Kerchele²

Le nom de « *Kerchele* » vient de la déformation amharique du terme italien *carcere*. La prison, construite en 1923, est nommée ainsi depuis l'occupation italienne

¹ Acronyme amharique pour Mouvement socialiste de toute l'Éthiopie.

² Toutes les informations de cette sous-partie sont tirées de Simeneh Ayalew Asfaw, 2004, *A History of Kerchele* (1974-1991), MA thesis (advisor: BahruZewde), Addis Ababa University

(1936-1941). En 1974, au moment de la révolution, il s'agissait de la plus grande prison du pays, située en plein cœur de la capitale Addis-Abeba. Fermée en 2004, elle a été détruite en 2007.

Bien que le règlement national des prisons ordonnait une stricte séparation des détenu·e·s en fonction de la nature de la faute commise, de l'état de santé, du sexe et de la religion, ce n'était pas le cas à *Kerchele* où seule la séparation selon le sexe était pratiquée. De même, alors que l'État, de crainte d'une éventuelle mauvaise influence, préconisait d'isoler les prisonnier·e·s politiques, l'administration de la prison a préféré les mêler aux autres détenu·e·s. Ce choix se fondait sur la volonté de les faire espionner et sur une méfiance envers leur sentiment de cohésion et de solidarité. Les prisonnier·e·s politiques arrivaient à *Kerchele* après de plus ou moins longs séjours dans les prisons des *kebelé* (unité administrative de quartier) et des *keftegna* (unité administrative regroupant plusieurs quartiers), qui étaient des centres de tortures et d'exécutions sommaires. Paradoxalement, comme le souligne Hiwot Teffera dans l'entretien, être transféré·e à *Kerchele* signifiait être sauvé·e. Ce sentiment de soulagement, à mettre en perspective avec la violence extrême de la Terreur Rouge, s'accompagnait cependant de forts traumatismes dus aux épreuves endurées, auxquels il fallait ajouter les troubles psychologiques – perte de repères temporels, angoisses etc. – associés à la non-définition de la durée des peines. En 1984-1985, 3 601 détenu·e·s sur 6 061 avaient des termes d'emprisonnements non définis.

Kerchele disposait de cinq quartiers, dont un quartier des femmes. Un seul de ces quartiers bénéficiait de cellules et de l'eau courante. Les autres étaient de grands halls où les détenu·e·s étaient logé·e·s pêle-mêle et utilisaient des puits. Les bâtiments étaient en tôle, parpaings ou terre, avec des sols en ciment. Entre 200 et 400 personnes (voire jusqu'à 700 à certaines périodes) s'entassaient dans des constructions bâties pour en contenir 150 à 180. Les personnes placées en cellules (les plus "chanceuses") disposaient de 50 centimètres chacune. Le quartier des femmes se composait de quatre grandes pièces avec chacune 50 à 80 détenues. Les bâtiments étaient vieux, usés et dangereux. Les détenu·e·s ne disposaient pas de lits et beaucoup dormaient à même le sol. La plupart du temps fournis par la Croix Rouge, les matelas, couvertures et vêtements étaient en nombre insuffisant. Pendant la saison des pluies, ils étaient trempés et le sol glacé. Dans les quartiers

des hommes, certains détenus n'avaient pas de vêtements et dormaient à l'extérieur dans des abris de fortune composés de morceaux de bois et de plastique.

La ration alimentaire quotidienne était estimée à 1 492 calories, soit à peine plus de la moitié de l'apport nécessaire pour une santé correcte. Les familles avaient le droit d'apporter de la nourriture lors des visites hebdomadaires. Les détenu-e-s qui n'avaient pas de contact à l'extérieur étaient sous-alimenté-e-s, faibles et tombaient malades. Ces conditions de logement et d'hygiène étaient fort logiquement vectrices de maladies telles que le typhus, les maladies bactériennes, les diarrhées, les rhumatismes, la tuberculose ou encore l'asthme. En 1984, une grande épidémie de choléra a causé plusieurs dizaines de décès. Elle n'a été enrayerée qu'au bout d'une semaine grâce à l'intervention de la Croix Rouge. Les problèmes psychiatriques, notamment de dépression et de paranoïa, étaient fréquents. Face à cette situation, les services de santé étaient minimaux. Le service de médecine générale et ceux dédiés à la tuberculose, la psychiatrie, l'ophtalmologie et les soins dentaires étaient seulement équipés pour les examens de routine et dotés de personnels sous-formés. Le gouvernement a laissé la situation inchangée en dépit des appels incessants de l'administration pénitentiaire.

La surveillance des détenus hommes était relativement lâche. Ils devaient être présents dans les halls entre 17 h et 7 h du matin. La journée, ils avaient la possibilité de circuler librement entre les différents quartiers. Ce n'était pas le cas des femmes qui devaient être accompagnées dans tous leurs déplacements par une surveillante, qui rechignait souvent à la tâche. Un comptage avait lieu quotidiennement à 17 h, effectué par des responsables parmi les détenu-e-s. Hormis cela, l'administration n'avait aucune possibilité de savoir qui était ou non dans la prison. Du fait de l'architecture et du manque de moyens, la tâche principale des gardes, postés aux différents coins de l'enceinte pénitentiaire, était de prévenir les évasions. Des sorties temporaires étaient permises pour raisons de santé. Cependant, les gardes étaient en nombre insuffisant pour assurer les convois ; sur des centaines de détenu-e-s malades, une dizaine se rendait quotidiennement à l'hôpital. Enfin, l'administration permettait que les détenu-e-s reçoivent des livres, magazines et journaux. Les postes de radio étaient théoriquement autorisés mais, en pratique, le plus souvent confisqués, en particulier aux prisonnier-e-s politiques.

L'entretien accordé par Hiwot Teffera montre de l'intérieur la manière dont les détenu-e-s se sont réapproprié l'espace et le temps carcéral grâce à l'activité scolaire. Elle témoigne, premièrement, de la mise en place de cours d'alphabétisation, d'un cursus scolaire académique complet jusqu'à la fin du secondaire

et d'un enseignement technique, le tout s'appuyant sur la politique éducative de l'État mais organisé indépendamment de lui. Elle met en avant, deuxièmement, la réactivation en détention de l'éthique "progressiste" du mouvement étudiant dont "l'éducation pour tous" était, avec "la terre à qui la travaille", l'un des principaux slogans. Enfin, elle montre comment l'éducation, en tant qu'activité collective entre détenu-e-s, mais aussi entre détenu-e-s et personnel surveillant, a été génératrice de liens sociaux qui ont eu des effets sur les rapports de pouvoir au sein de la prison.

Entretien avec Hiwot Teffera

Pierre Guidi : Dans ton livre *Tower in the Sky*, tu évoques rapidement les écoles mises en place à *Kerchele* par les prisonnier-e-s politiques. Pourrais-tu en dire plus à ce sujet?

Hiwot Teffera : L'école a commencé avant que je n'arrive à *Kerchele*, peut-être deux ans auparavant. Je n'en suis pas certaine mais je crois qu'il n'y avait pas de bâtiment pour les classes à ce moment-là. Des cours d'alphabétisation étaient donnés sous des arbres. Ensuite, une école a été construite. Au départ, les femmes n'y allaient pas. Puis, les femmes et les hommes sont allés à l'école séparément. Il me semble que les hommes apprenaient l'après-midi et les femmes le matin. Nous, les prisonnier-e-s politiques, avions différents comités pour l'éducation, la santé etc. Le comité scolaire s'est battu pour que la coéducation soit autorisée. Alors, les hommes et les femmes ont pu apprendre dans les mêmes classes. Une gardienne de prison, une femme, s'asseyait à l'extérieur pour surveiller. La première salle était un vaste hall, avec différentes classes menées en même temps : ici de l'alphabétisation, là un cours de grade 12³, là un cours de chimie etc. Plus tard, plusieurs salles ont été construites pour différents types de cours. Il y avait une section académique et une section professionnelle. Au début, les élèves étaient principalement des prisonnier-e-s politiques, des membres de l'EPRP et du *Me'ison*, mais pas seulement. Quand le gouvernement a lancé la campagne d'alphabétisation, être alphabétisé-e était obligatoire pour tout le monde. Alphabétiser était même pour nous une obligation. Quiconque était à *Kerchele* devait enseigner l'alphabétisation pendant quelques mois.

3 Le cursus scolaire éthiopien est organisé en « grades » de 1 à 12. Schématiquement, les grades 1 à 8 correspondent à l'éducation primaire, les grades 9 à 12 à l'éducation secondaire.

P. G. : La campagne d'alphabétisation nationale a été menée aussi en prison...

H. T. : Oui, la campagne d'alphabétisation avait lieu aussi en prison. De nombreuses personnes venaient de toutes les provinces. Les prisonnier-e-s de droit commun et les prisonnier-e-s politiques étaient mélangé-e-s. Dans les classes du primaire et du secondaire, les élèves étaient généralement des prisonnier-e-s politiques. Pour la formation professionnelle, ce n'était pas nécessairement le cas. Beaucoup de prisonnier-e-s de droit commun, en particulier les personnes accusées de meurtre qui étaient en prison depuis des années, ne pouvaient retourner dans leur communauté, là où elles avaient commis le meurtre. Elles devaient recommencer une vie ailleurs. Alors, elles étudiaient l'élevage, l'horticulture, des choses comme ça. Nous avions des magasins communautaires dans la prison, dans les quartiers des femmes et des hommes. Ces magasins communautaires donnaient de l'argent à ces prisonnier-e-s à leur libération afin qu'ils puissent redémarrer leur vie. Je ne pense pas que le gouvernement ait eu connaissance de cela. C'était l'idée des prisonnier-e-s. Ainsi, les élèves de l'enseignement professionnel étaient surtout des prisonnier-e-s de droit commun, mais pas seulement. J'ai moi-même appris le dessin industriel et la construction en bâtiment (*rires*). Mais je ne m'en suis jamais servi et ne me suis jamais souvenue de ce que j'ai appris. De nombreux types de cours étaient dispensés, alors on allait de cours en cours. Voilà à peu près qui étaient les élèves.

P. G. : Ce qui veut dire que les prisonnier-e-s ont tout organisé indépendamment de l'administration ?

H. T. : Tout ! L'administration n'avait rien à voir là-dedans. Elle mettait simplement à disposition les bâtiments. Sinon, les écoles étaient organisées par les prisonnier-e-s. Toutes sortes de gens étaient en prison en ce temps-là : des économistes, des comptables, des chimistes, des médecins etc. et ils/elles enseignaient. Il y avait aussi l'enseignement des langues : français, italien, arabe et aussi allemand dans une moindre mesure. J'ai appris l'italien et le français.

P. G. : Tu as évoqué précédemment un comité scolaire. Les membres de ce comité étaient seulement des prisonnier-e-s ou il y avait aussi des membres de l'administration ?

H. T. : L'éducation était gérée uniquement par les prisonnier-e-s. La seule relation avec l'administration tenait au fait que les gardes suivaient des cours, le soir.

P. G. : Les gardes?

H. T. : Oui! Ils/elles ont fait leurs humanités (*rites*), jusqu'au grade 6, au grade 8, en suivant des cours du soir. Les prisonnier-e-s donnaient les leçons.

P. G. : L'école était-elle reconnue par le gouvernement? Les examens nationaux étaient-ils organisés dans la prison?

H. T. : Oui, et pendant sept années de suite, de 1979 à 1986, c'était la meilleure école du pays, celle qui a obtenu les meilleurs résultats.

P. G. : Comment les détenu-e-s faisaient pour obtenir de tels résultats? Quels matériels scolaires étaient utilisés? Aviez-vous accès aux manuels scolaires produits par le ministère de l'Éducation?

H. T. : Des livres étaient disponibles. Nous avions aussi une bibliothèque. Au départ, c'était une petite bibliothèque puis, avec l'argent du magasin communautaire, nous en avons construit une grande (et aussi une boulangerie plutôt moderne pour cette époque). Les livres que nous avions étaient pour l'essentiel des livres confisqués aux détenu-e-s. Quand ils t'arrêtaient, ils prenaient les livres. Mais je pense aussi que l'école en achetait, je n'ai plus d'idée précise à ce sujet. Mais je me souviens que les familles apportaient aussi des livres qui devaient d'abord passer par la censure. La plupart des livres de la bibliothèque étaient des livres marxistes ainsi que de la littérature. Je me souviens de littérature anglaise et de romans. Au début, les romans étaient interdits parce que considérés comme une littérature nuisible mais nous en lisions tout de même. Nous les introduisions clandestinement. Mais la bibliothèque était relativement bien fournie. La variété n'était pas très grande mais il s'agissait d'une bibliothèque plutôt acceptable! Les familles des élèves fournissaient le reste du matériel, les cahiers etc. Je ne pense pas que le ministère de l'Éducation ait donné quoi que ce soit.

P. G. : Il n'y avait donc pas de manuels scolaires?

H. T. : Je ne pense pas. L'organisation de l'école était seulement le fait des efforts des élèves, des enseignant-e-s et du comité scolaire.

P. G. : Cela signifie que les personnes qui enseignaient donnaient leurs leçons en se souvenant de ce qu'elles avaient appris étant élèves, sans matériel pédagogique?

H. T. : En quelque sorte. Et nous avions aussi des contacts avec le monde extérieur. Beaucoup sortaient, les hommes, pour aller à l'hôpital ou pour travailler. Alors

ils savaient ce qui se passait dans les écoles, ils ont probablement fait entrer des livres.

P. G. : Des permissions de sortie étaient accordées pour quelques jours ?

H. T. : Pas pour quelques jours, pour une journée. Tu sortais le matin et revenais le soir. C'était possible parce que les prisonnier-e-s se sont battu-e-s pour cela. Tu sais, emprisonner autant de gens n'était pas justifié. Des prisonnier-e-s n'avaient rien commis mais étaient là pour cinq ans, personne ne savait...

P. G. : Des écoles existaient dans d'autres prisons que *Kerchele* ?

H. T. : Je ne pense pas. C'était uniquement à *Kerchele*. *Kerchele* avait le plus grand nombre de prisonnier-e-s. Quand j'étais là-bas, nous étions près de 7 000.

P. G. : Est-ce que les élèves, ou les détenu-e-s en général, étaient volontaires pour étudier ?

H. T. : Oui, complètement ! Personne ne te forçait. Du moment que leur santé était bonne, la plupart allaient à l'école. Parce que, d'abord, tu veux aller à l'école. Ensuite, c'est ton seul lien avec le monde extérieur. Je ne veux pas dire le monde extérieur en tant que tel, mais celui hors du quartier des femmes. Samedi et dimanche, nous allions voir le football. C'était une des échappatoires. L'autre était les visites familiales le dimanche. À part cela, où pouvais-tu aller ? Nulle part. Une fois par semaine, les femmes allaient à la bibliothèque. Les hommes pouvaient y aller à l'heure qu'ils voulaient. Mais les femmes juste un jour... le jeudi. Le seul jour où nous pouvions aller à la bibliothèque... Alors, le mieux était d'aller à l'école, que tu aimes ou non étudier. Mais la plupart le voulait car beaucoup parmi ces jeunes gens étaient des élèves du secondaire ou de l'université qui avaient interrompu leurs études pendant la révolution. Les premiers voulaient terminer leurs études secondaires et les seconds suivre les leçons extra-curriculaires. Quant aux détenu-e-s de droit commun, dans les écoles primaires... je me souviens d'une fille qui venait d'Asmara. Elle avait tué une femme pour qui elle travaillait lorsqu'elle avait 15 ans. Elle a terminé ses études secondaires en prison. Elle est arrivée analphabète et, finalement, elle a terminé des études secondaires avec d'excellents résultats. Il y a eu des histoires comme celle-ci.

P. G. : As-tu d'autres exemples comme celui-ci ?

H. T. : Je suis sûre qu'il y a eu beaucoup d'hommes dans ce cas, et aussi des femmes. Mais elle est la seule dont je me souviens, qui n'était jamais allée à

l'école avant *Kerchele* et qui a fini des études secondaires. Mais je suis sûre qu'il y en a eu beaucoup, en particulier des hommes. Au minimum, les prisonnier-e-s de droit commun terminaient leurs études primaires. Ils/elles ont appris à lire et écrire. Mais pas seulement, ils/elles ont pris conscience de leurs droits grâce aux prisonnier-e-s politiques. Les gardes ne pouvaient plus les traiter comme des animaux comme avant, grâce aux prisonnier-e-s politiques. Les comités faisaient respecter nos décisions et nos droits.

P. G. : Cela signifie que l'éducation était utilisée comme un moyen pour conscientiser les détenu-e-s ?

H. T. : Oui, et pour connaître leurs droits et responsabilités. Tu sais, cela leur a ouvert un monde différent. *Kerchele* était au-delà de ce dont le *Derg* avait conscience. Le gouvernement ne savait pas ce qui se passait. Nous faisons à notre façon, selon nos propres stratégies. *Kerchele* n'était pas comme les autres prisons, où tu pouvais être pris et tué. Parfois, nous pensions à *Kerchele* et allions jusqu'à dire : "Tu es à *Kerchele* maintenant, il n'y aura plus de tueries". C'était comme être libéré-e. Tu pouvais être là pour huit ans mais... (*rires*). Il y avait beaucoup de liberté.

P. G. : Je t'ai parlé de cet homme qui m'a dit : "heureusement, j'étais à Kerchele". C'est étonnant d'entendre quelqu'un dire : "heureusement j'étais en prison"...

H. T. : Oui ! Tu sais, les commissariats, les *kebelés* et les *keftegnas* étaient des lieux d'exécutions sommaires. Alors, quand tu arrivais à *Kerchele*, tu ne t'attendais pas à être tué-e ou torturé-e, au moins temporairement. C'était complètement différent. C'était une vie à laquelle personne ne pouvait s'attendre dans un contexte carcéral, et tout ceci est arrivé grâce aux prisonnier-e-s politiques.

P. G. : Tu as dit qu'il n'était pas possible pour les gardien-ne-s de traiter les détenu-e-s tels des animaux comme auparavant. Pourrais-tu donner quelques exemples ?

H. T. : Oui, avant, les tabassages étaient courants. Tu as fait quelque chose et un-e garde pouvait te battre à mort, peu importait. Ou un-e garde pouvait apporter son *gabi* (vêtement de coton) ou quoi que ce soit d'autre, et te demander de le laver, ou de moudre du grain par exemple. Ils/elles apportaient leurs tâches domestiques et demandaient aux prisonnier-e-s de les accomplir. Et les prisonnier-e-s n'avaient pas le choix et pensaient probablement que c'était normal. Les gardes avaient le droit

d'exiger des prisonnier-e-s toutes sortes de corvées. Mais quand les prisonnier-e-s politiques sont arrivé-e-s, les gardes ne pouvaient plus continuer ainsi. Beaucoup de gardes ne nous aimaient pas. Ils/elles disaient que le gouvernement nous laissait faire ce que nous voulions. Les prisonnier-e-s politiques ont donc apporté dans la prison de profonds changements. Cela a transformé les relations entre les gardes et les prisonnier-e-s.

P. G. : Cela signifie donc que le contact entre les prisonnier-e-s politiques et de droit commun à travers l'école a rendu possible de résister à la violence des gardien-ne-s ?

H. T. : Oui ! Cela a complètement changé la façon dont les prisonnier-e-s pensaient, et aussi comment les gardes pensaient. Que cela leur plaise ou non, ces dernier-e-s ont dû accepter la situation.

P. G. : Parce que vous étiez nombreux...

H. T. : Nous étions nombreux et nous nous faisons entendre. Nous étions organisé-e-s en comités et si un problème arrivait, le comité le présentait à l'administration et disait : "cela ne peut pas arriver, nos droits doivent être reconnus".

P. G. : Vous avez été capables de créer comme un syndicat de détenu-e-s... ces jeunes militant-e-s ont continué leur combat en prison, d'une autre manière...

H. T. : Oui ! C'est pourquoi j'ai dit que le *Derg* ne savait absolument pas ce qui se passait à *Kerchele*. Il savait qu'il y avait des écoles, mais les profondes transformations au sein de la prison allaient au-delà de ce qu'il pouvait imaginer.

P. G. : Lors d'entretiens menés au sujet de la campagne d'alphabétisation, j'ai observé que les femmes semblaient plus volontaires pour étudier que les hommes. D'ancien-ne-s enseignant-e-s m'ont dit que les femmes étaient plus nombreuses que les hommes dans leurs classes, et que les femmes étaient plus actives. Qu'en était-il à *Kerchele* ?

H. T. : À *Kerchele*, les cours d'alphabétisation étaient obligatoires. Tu arrivais un jour et, si tu étais analphabète, tu étais en classe le lendemain. Seul-e-s les autres prisonnier-e-s, les élèves du primaire, du secondaire ou de l'université avaient le choix. Mais pour la campagne d'alphabétisation, c'était obligatoire. Que tu le veuilles ou non, tu devais aller en classe, à moins que tu sois physiquement ou mentalement malade.

P. G. : Quels cours as-tu suivis?

H. T. : J'ai suivi des cours de premiers soins. Je travaillais dans une clinique et j'ai commencé les cours pour quelques semaines. Puis j'ai dû arrêter car les gardiennes se plaignaient de devoir m'accompagner. Une gardienne devait m'accompagner dans la classe qui était dans le quartier des hommes. Je suis sûre que beaucoup d'hommes ont suivi ce cours. J'ai aussi appris le droit pénal et l'arbitrage du football (*rires*). Je ne sais pas à combien de personnes cela a été utile mais j'ai toujours le certificat. Nous suivions de nombreux cours, ce n'était pas seulement une école, il y avait beaucoup de cours supplémentaires.

P. G. : Tu as dit que tu avais appris de nombreuses choses, des langues, l'arbitrage du football, les soins de santé, le droit pénal...

H. T. : Le français et l'italien! (*rires*). Il y avait aussi des cours de musique.

P. G. : As-tu utilisé ce que tu as appris à Kerchele après ta libération?

H. T. : Oui. Le peu d'italien que j'ai appris m'a servi quand je suis allée en Italie. Et comme je le dis dans le livre [*Tower in the Sky*], j'avais aussi un engouement pour la culture française. Alors, j'ai appris le français à Kerchele, et quand je suis allée au Canada, je suis entrée à l'université pour étudier la littérature française. Ensuite j'ai changé d'avis pour étudier l'anthropologie. Mon intérêt pour la culture française, qui m'est venu lorsque j'étais élève du secondaire à Harar, a été ravivé à Kerchele, parce que pendant la révolution, nous disions que c'était de la culture bourgeoise (*rires*). Bref, je ne réalise pas tout à fait mais il est sûr que cela m'a servi de nombreuses manières.

P. G. : Et le droit pénal...

H. T. : Et le football! (*rires*). De nombreuses personnes ont terminé des études secondaires, suivi tel ou tel cours, et utilisé ces savoirs ou compétences après leur libération. Mais l'existence de l'école n'a pas été significative seulement pour cela. Dans la prison, il s'est agi d'un mécanisme d'adaptation ou d'ajustement. Parce que lorsque tu vas à l'école, tu fais quelque chose, ta vie n'est pas perdue n'est-ce pas? J'ai eu une sentence, mais peut-être 90 % n'ont pas eu de sentence pendant 8 ans. Ils/elles dépérissaient là. L'école a donné du sens à la vie à Kerchele. Sans cela, certain-e-s auraient pu mourir de maladies et de dépression. L'école est la meilleure chose qui nous soit arrivée en prison. Cela nous a ouvert beaucoup d'horizons. Pas seulement à la sortie mais quand nous étions toujours là-bas. Notre vie était meilleure grâce à l'école et aux comités. L'école a été possible grâce

aux comités. Demander ceci et cela, à propos des conditions de vie, du pain, du traitement des prisonnier-e-s par les gardes et... toutes ces questions étaient soulevées. La vie à l'école nous a maintenu-e-s sain-e-s d'esprit. Oui, la vie était dotée de sens, d'objectifs, tu vas à l'école, tu fais quelque chose. Tu sais, c'était totalement différent d'arriver à *Kerchele* alors que tu attendais seulement ta mort dans les prisons des *kebele* et des *keftegna*, où tu ne savais pas si tu allais être exécuté-e ce soir, ce matin, cet après-midi ou le jour prochain, ou qui allait mourir demain. À *Kerchele*, c'était différent, tu allais à l'école. Cela a donné du sens à la vie. L'école a permis cela. Elle nous a aidé-e-s à traverser ces années terribles.

Bibliographie

- BAHRU ZEWDE, 2001, *A History of Modern Ethiopia*, Oxford, James Currey.
- BAHRU ZEWDE, 2014, *The Quest for Socialist Utopia : The Ethiopian Student Movement, c. 1960–1974*, Oxford, James Currey.
- CRUMMEY Donald, 1980, « Abyssinian Feudalism », *Past and Present*, n° 89, pp. 115-138.
- GEBRU TAREKE, 1991, *Ethiopia : Power and Protest. Peasants Revolts in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GEBRU TAREKE, 2009, *The Ethiopian Revolution. War in the Horn of Africa*, New Haven, Yale University Press.
- LEFORT René, 1981, *Éthiopie : la révolution hérétique*, Paris, Maspéro.
- SIMENEH AYALEW ASFAW, 2004, *A History of Kerchele (1974-1991)*, MA thesis (advisor : Bahru Zewde), Addis Ababa University School of Graduate Studies.